

Les nouvelles voies de la démarchandisation

Bernard PERRET

Liège - 26 novembre 2015

Plan d'intervention

- Marchandisation/ démarchandisation
- La fin de la croissance comme épuisement du processus de marchandisation des besoins sociaux
- Des pratiques émergentes d'hybridation de la logique marchande qui peuvent s'interpréter comme des réponses à cette situation
- Pour des politiques publiques de démarchandisation

Une définition large des processus de marchandisation

Au sens large du terme, on peut définir la marchandisation comme la convergence de 3 processus distincts :

- Extension, unification et libéralisation des marchés, intensification de la concurrence
- Monétarisation de l'échange social
- Financiarisation

Le démarchandisation, un processus diffus et multiforme

- Dé-monétarisation, gratuité, mutualisation
- Réencastrement des marchés
- Hybridation de l'économie de marché
- Importance croissante des biens collectifs
- Prégnance croissante des évaluations institutionnalisées et/ou socialisées

Ces phénomènes peuvent s'analyser comme l'indice d'un déport de la demande sociale vers des valeurs d'usage non circulantes (les « non-marchandises »)

Dans un contexte marqué par la montée des doutes sur les finalités de la croissance (développement des nouveaux indicateurs de richesse, etc.)

La fin de la croissance comme épuisement du processus de marchandisation

Trois exemples, illustrant différents types de mécanismes de déport de la demande vers les « non-marchandises ») :

- Le développement des services relationnels
- L'impact d'Internet et des NTIC
- La prise en compte des externalités et des biens communs environnementaux

Un phénomène étroitement lié à la baisse apparente de la productivité des facteurs (comment mesurer les « effets qualité »)

Modèles d'affaire et organisations hybrides

- Activités marchandes qui mobilisent des ressources sociales (« capital social » = réseaux, confiances, normes et institutions) et produisent des biens non monétarisables.
- Dont l'efficacité repose sur diverses formes de coopération et de co-production et dont les résultats sont évalués à l'aune de critères non exclusivement marchands.

Principaux exemples

- Économie sociale et solidaire
- Économie circulaire
- Économie de la fonctionnalité
- Économie collaborative

L'économie sociale et solidaire

- Mobilisation du capital social et de ressources publiques
- Production de biens marchands et d'externalités sociales (insertion de personnes en difficulté, renforcement du lien social)
- Fonctionnement coopératif

L'économie circulaire

- Au sens réduit : optimiser le cycle des matières et de l'énergie (*réduction des intrants, recyclage des matériaux, allongement de la durée de vie des biens, écologie industrielle*)
- Au sens large : optimiser l'usage social des biens (*réemploi, réutilisation, réparation, mutualisation*)
- L'enjeu central de l'éco-conception des produits
- Un besoin de coopération accru au sein des filières productives
- Des modes de production orientés vers la réduction des impacts environnementaux (consommation des ressources, déchets) et la production d'utilités non marchandes (allongement de la durée de vie des biens)

L'économie de la fonctionnalité

- Utilisation des biens matériels comme supports de services (Vélib, Xérox, Michelin...)
- Des modèles d'affaire centrés sur l'usage optimal des ressources matérielles pour produire des services et des réponses globales à un besoin
- Des relations symbiotiques entre prestataires, donneurs d'ordre et usagers
- Mobilisation du capital social et des compétences de usagers (actions de formation)
- Des modèles conçus pour réduire les impacts environnementaux

L'économie collaborative

- Hypermarchandisation ou démarchandisation ?
Des initiatives foisonnantes reposant sur des ressorts économiques et des motivations contrastées (Uber, Blablacar, Wikipedia, repair cafés)
- Rôle décisif d'Internet
- Coproduction et mobilisation du capital social
- Production d'externalités sociales et environnementales (au moins dans certains cas)

Des initiatives et des réflexions visant un réencastrement de la finance

- Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)
- Épargne socialement responsable
- Projets de « constitutionnalisation » de l'entreprise
- Monnaies locales

Vers des politiques publiques de démarchandisation

- Allonger la durée de vie des biens
- Réduire les besoins monétaires (tarification progressive de l'eau et de l'électricité, limitation de certaines formes de publicité)
- Aménager l'espace pour rendre la voiture moins indispensable
- Aménager le temps de travail pour faciliter la pluralisation des activités
- *Pour faire face à la stagnation des ressources fiscales : développer le service civique et le service public collaboratif*